

EVENEMENT REMARQUABLE

Dans cette édition

Page 2

Renforcement de la mise en œuvre de la stratégie de l'évaluation en douane auprès de l'Office Burundais des Recettes

Page 3

Renforcement de l'élaboration du plan d'engagement budgétaire dans l'application VECTIS au Gabon

Page 4

Appui à la production des comptes nationaux trimestriels en Guinée Equatoriale

Page 5

Appui à l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires au Tchad

Page 6

Renforcement de la transposition et de l'implémentation des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques dans les Etats membres de la CEMAC

Pages 7, 8, 9

Prochaines dates à retenir

Nous sommes sur le Web !
retrouvez-nous à l'adresse
www.afritaccentre.org



www.facebook.com/AFRITACcentre

Wébinare inter-régional en supervision et réglementation bancaires

« Approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques »

A l'initiative de l'AFRITAC Centre et de l'AFRITAC de l'Ouest, un séminaire inter-régional a été organisé par visioconférence, le 20 octobre 2021, afin de sensibiliser les Autorités de supervision invitées aux risques que les changements liés au climat font peser sur les systèmes bancaires ou financiers et de leur présenter des premières approches de prise en compte de ces risques, par la présentation d'un premier corpus de principes, formalisé par le Réseau de Banques centrales et de Superviseurs pour le Verdissement du Système financier (NGFS), et par l'illustration de la démarche suivie en ce domaine par deux Autorités.

Dans bon nombre de pays, les conséquences du changement climatique sont devenues une préoccupation de premier plan aussi bien pour les institutions financières que pour les autorités de supervision et les régulateurs, en raison de la prise de conscience croissante des risques associés, en matière de stabilité financière et au regard de la situation de chaque établissement, au changement climatique et à la transition vers une économie à faible émission de carbone.

De fait, des superviseurs et des régulateurs, à travers le monde, travaillent actuellement, par exemple, à l'intégration des risques liés au climat dans les tests de résistance, ou dans les règles de gestion des risques applicables aux établissements de crédit et autres institutions financières. Les risques liés au climat sont désormais reconnus comme importants et, à ce titre, ils doivent être inclus parmi les risques surveillés dans les cadres prudeniels de surveillance basée sur les risques.

Les progrès réalisés dans l'intégration des risques liés au climat dans la surveillance prudentielle des institutions financières ont toutefois été entravés, entre autres, par des problèmes méthodologiques, des lacunes dans les données, des contraintes de capacité et l'absence de normes ou de lignes directrices internationales, ce qui rend l'échange de connaissances et le partage d'expérience particulièrement utiles.

Il ressort des rapports internationaux et des études publiées que les économies et les banques d'Afrique sub-saharienne sont exposées aux risques physiques et de transition associée au changement climatique. Cela justifie donc pleinement que les autorités soient sensibilisées à cette question afin qu'elles puissent envisager d'établir une feuille de route en temps voulu.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

BURUNDI

ADMINISTRATION DOUANIERE

Du 25 OCTOBRE AU 05 NOVEMBRE 2021

Objectif spécifique : Renforcement de la mise en œuvre de la stratégie de l'évaluation en douane auprès de l'Office Burundais des Recettes

Résultats : Cette mission a permis de faire un suivi de la mise en œuvre de la stratégie de contrôle des valeurs des importations déclarées, d'évaluer les réalisations à ce jour et leur impact, d'identifier les facteurs de blocage éventuels ou risques dans la mise en œuvre des actions-clés et de proposer les mesures de correction nécessaires.

CAMEROUN

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (BUDGET)

Du 14 AU 27 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun

Résultats : L'appui de l'AFC a permis aux autorités camerounaises de produire, pour la première fois, comme annexe au projet de loi de finances 2022, un Document Budgétaire Sensible au Genre qui devra, au fil des années, monter davantage en qualité pour documenter les politiques en matière de réduction des inégalités sur le genre. A ce sujet, AFC a (i) convenu avec les autorités du dispositif institutionnel d'accompagnement en enrichissant le cahier de charges des points focaux genre et des intervenant dans la gestion budgétaire ministérielle, (ii) fait des recommandations et développé les modalités pratiques de leur mise en œuvre et (iii) relevé les points d'attention nécessaires pour pérenniser la budgétisation sensible au genre.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (BUDGET)

Du 14 AU 27 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Structuration et renforcement du contrôle interne budgétaire (CIB) dans les ministères sectoriels au Cameroun – Cas du ministère de l'Education de Base

Résultats : La mission a proposé une démarche globale et vertueuse de structuration et de renforcement du CIB en vue d'en atteindre les deux objectifs principaux que sont la soutenabilité de l'exécution budgétaire et la qualité de la comptabilité budgétaire. A cet effet, un cadre de gouvernance du CIB adapté à l'écosystème du Ministère de l'Education de base a été proposé. Les techniques d'élaboration d'un plan d'action de CIB ont été abordées au cours d'un atelier de cinq jours, notamment l'identification et la cartographie des risques, leur priorisation en tenant compte du degré d'occurrence et de l'impact budgétaire.

REPUBLIQUE DU CONGO

ADMINISTRATION DOUANIERE

Du 16 AU 27 AOUT 2021

Objectif spécifique : Renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs en douane en République du Congo

Résultats : A l'issue de la mission, des mesures concrètes à court terme ont été identifiées notamment la création d'une task force ad hoc afin d'identifier les déclarations non apurées des différents régimes suspensifs, de recenser toutes les déclarations exonérées ayant fait l'objet d'une déclaration incomplète.

ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES

Du 30 AOUT AU 3 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires en République du Congo

Résultats : Les travaux de la mission ont été centrés sur (i) les leçons à tirer de la conduite du processus d'élaboration de la déclaration sur les risques budgétaires en Côte d'Ivoire ; (ii) les contraintes enregistrées dans l'élaboration des rapports annuels sur les risques budgétaires annexés aux projets de loi de finances des années antérieures ; (iii) la révision des méthodologies de

quantification des risques budgétaires ; (iv) l'adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires au contexte du Congo et l'identification des parties à traiter dans le cadre de la préparation des projets de loi de finances 2022, 2023 et 2024, et (v) la feuille de route pour la collecte des informations et l'élaboration de la première mouture du rapport annuel sur les risques budgétaires de cette année.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES DU 18 AU 22 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à la préparation du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) conformément à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE en République du Congo

Résultats : Au cours de cette mission, les équipes appuyés par les experts ont pu procéder à l'établissement des SFP pour le sous-secteur de la Sécurité Sociale (CRF, 2018, CNSS et Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour l'exercice 2019), ainsi que le TOFE pour 2020.

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES DU 13 AU 17 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels à l'Institut National de la Statistique (INS) de la République du Congo

Résultats : La mission a appuyé l'INS dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) de 2020 et la réflexion sur les premières étapes du rebasage des CNA et la mise en œuvre du Système de Comptabilité National de 2008.

GABON

ADMINISTRATION FISCALE DU 06 AU 17 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration de la stratégie de réformes notamment la digitalisation et la gestion des industries extractives au Gabon

Résultats : La mission a permis d'évaluer l'impact de la crise COVID-19 et les mesures d'atténuation prises, sur le recouvrement des recettes et aider à identifier les mesures à court terme dans le cadre de la stratégie post-pandémique et du plan de redressement des opérations. Une évaluation des réformes des administrations fiscale a permis la mise à jour des plans de réforme stratégiques mettant l'accent sur les initiatives de numérisation et le cadre de gouvernance.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (BUDGET) DU 7 AU 20 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Renforcement de l'élaboration du plan d'engagement budgétaire dans l'application VECTIS au Gabon

Résultats : La mission a appuyé l'adoption du cahier des charges fonctionnel devant encadrer le développement des fonctionnalités permettant l'élaboration et l'exécution des plans d'engagement dans VECTIS. Une feuille de route actualisée a été produite pour aider le Groupe de travail regroupant les cadres métiers de la gestion des finances publiques et les informaticiens à organiser le paramétrage de VECTIS conformément à la méthodologie développée avec l'appui de l'AFC. L'objectif étant de produire le plan d'engagement pour le budget 2023 dans l'application VECTIS pour améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (COMPTABILITE PUBLIQUE ET GESTION DE LA TRESORERIE) DU 27 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Renforcement du contrôle interne comptable de l'Etat (CICE) par l'élaboration d'instructions générales comptables au Gabon

Résultats : La mission a préparé trois instructions générales comptables sur les opérations de trésorerie, sur les produits, et sur les charges et les stocks.

ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES DU 6 AOUT AU 17 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires au Gabon

Résultats : Les travaux de la mission ont été centrés sur : (i) l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission du département des finances publiques sur les risques budgétaires qui s'est tenue en février 2021 ; (ii) les contraintes enregistrées dans l'élaboration des rapports annuels sur les risques budgétaires annexés aux projets de loi de finances des années antérieures ; (iii) la révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires ; (iv) l'adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires au contexte du Gabon et l'identification des parties à traiter dans le cadre de la préparation des projets de loi de finances 2022, 2023 et 2024, (v) le benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) et d'autres sources complémentaires, et (vi) la feuille de route pour la collecte des informations et l'élaboration de la première mouture du rapport annuel sur les risques budgétaires de cette année, qui sera transmise à la mission au cours du mois de septembre pour une dernière revue avant insertion dans la documentation budgétaire.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES DU 27 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration du TOFE annuel, ainsi qu'à l'extension du champ de couverture au-delà de l'Administration Centrale Budgétaire

Résultats : La mission a permis : (i) l'élaboration de la Situation des opérations (TOFE) de l'Administration centrale budgétaire à partir du TOFE base MSFP 1986 pour l'exercice 2020 ; (ii) l'établissement de tableaux de correspondance entre les situations d'exécution budgétaire des collectivités locales, exercices 2018, 2019 et 2020 ;

(iii) l'élaboration de la Situation des opérations (TOFE) des Collectivités locales sur la période 2018 à 2020, ainsi que la production d'une Situation des opérations consolidées entre l'Administration centrale budgétaire et les Collectivités locales sur la période 2018 à 2020.

GUINEE-EQUATORIALE

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES DU 27 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Mise à niveau des membres de l'équipe TOFE sur la méthodologie du MSFP 2014 au cours d'un atelier de formation

Résultats : Les participants ont été édifiés sur les principes fondamentaux d'ordre de procédures, à savoir (i) les aspects relatifs à la collecte et retraitement des données source typiques à la méthodologie du MSFP 2014, (ii) les méthodes de calcul et retraitement de données source au TOFE nouveau format MSFP 2014 ; Enfin, (iii) à la consolidation des données statistiques des différents sous-secteurs des administrations publiques.

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES DU 2 AU 13 AOUT 2021

Objectif spécifique : Appui à la production des comptes nationaux trimestriels (CNT) en Guinée-équatoriale

Résultats : Au cours de cette mission, les experts d'AFC ont procédé à : (i) l'examen des progrès réalisés en matière de PIB trimestriel pour la période 2006-2020 et la fourniture d'une formation pratique à l'équipe des comptes nationaux ; (ii) la formulation de recommandations visant à modifier la base de calcul du PIB et le soutien à l'élaboration d'un plan de travail, le cas échéant ; et (iii) l'assistance de l'INEGE pour la préparation de la première publication du PIB trimestriel.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES DU 13 AU 17 SEPTEMBRE 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires

Résultats : Les travaux de la mission ont été centrés sur i) l'état de mise en œuvre des recommandations de la précédente mission sur les risques budgétaires qui s'est tenue en avril 2021 ; ii) la révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires ; iii) l'adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires au contexte de la RCA et l'identification des parties à traiter dans le cadre de la préparation des projets de loi de finances 2022, 2023 et 2024, et vi) la relecture des versions préliminaires du rapport annuel sur les risques budgétaires de cette année qui sera inséré dans la documentation budgétaire.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE¹ DU 02 AU 13 AOUT 2021

Objectif spécifique : Elaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique

Résultats : La mission a aidé la Direction générale de la dette publique à documenter par activités les procédures à suivre pour l'exécution des tâches de gestion de la dette publique. Chaque procédure décrit séquentiellement les tâches pour chaque acteur, les inputs nécessaires et les outputs attendus à chaque étape. Les procédures proposées tiennent compte du cadre institutionnel de gestion de la dette et des dispositions administratives en vigueur. La mission a également prodigué des conseils pour l'appropriation, l'adoption et la vulgarisation du manuel de

procédures afin qu'il serve d'outil de pilotage pour l'exécution ponctuelle et efficace des tâches de gestion de la dette.

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE DU 18 AU 29 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Préparation d'une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs déjà certifiés

Résultats : A la demande du Ministre des finances, la mission d'AFRITAC Centre a prodigué des conseils pour l'apurement des arriérés intérieurs certifiés. La stratégie proposée devrait : (i) permettre à l'Etat d'ajuster les montants annuels de remboursement en fonction de l'espace budgétaire disponible ; (ii) permettre un traitement équitable des créanciers, et ; (iii) renforcer la transparence des activités de remboursement des arriérés.

La mission a aussi conseillé le Ministère des finances et la Banque Centrale du Congo (BCC) sur les modalités de remboursement des créances de la BCC sur l'Etat conformément à la stratégie proposée par le FMI en juillet 2020. Les modalités devraient être consignées dans un protocole d'accord qui sera signé par les deux parties d'ici fin décembre 2021.

TCHAD

ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES DU 16 AU 20 AOUT 2021

Objectif spécifique : Appui à l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires

Résultats : Cette mission a permis de (i) échanger sur les dispositions institutionnelles et techniques prises pour rédiger le rapport annuel sur les risques budgétaires qui sera annexé au projet de lois de finances 2022 ; (ii) former les cadres sur les méthodologies de quantification de quelques risques budgétaires (notamment les simulations des risques budgétaires de nature macroéconomique à l'aide de leur outil de

¹ Les activités en gestion de la dette publique sont présentées dans cette lettre trimestrielle à titre purement indicatif en raison du financement de ce domaine par le

projection) ; (iii) adapter le canevas harmonisé régional du rapport sur les risques budgétaires au contexte du pays ; (iv) revoir l'argumentaire sur la dynamique des risques budgétaires du pays ; (v) et effectuer un benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du CBMT et de l'AVD. La version provisoire de ce Rapport sera transmise à la mission au cours du mois de septembre pour une dernière revue avant insertion dans le circuit de validation de la documentation budgétaire.

ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES **DU 30 AOUT AU 07 SEPTEMBRE 2021**

Objectif spécifique : Appui aux projections de la dette publique au Tchad

Résultats : La mission, conduite conjointement avec ICD, a dispensé une formation virtuelle à des fonctionnaires tchadiens travaillant sur les questions de la dette au ministère des Finances (MoF), au ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement et à la banque centrale régionale (BEAC). L'assistance technique s'est notamment concentrée sur l'utilisation de l'outil de projection de la dynamique de la dette publique (DDT) pour produire une trajectoire de celle-ci à moyen et long terme et simuler les ajustements nécessaires en fonction des objectifs de soutenabilité de la dette.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES **DU 16 AU 27 AOUT 2021**

Objectif spécifique : Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (Tableau des opérations financières de l'État (TOFE)) conformément à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE au Tchad

Résultats : La mission a aidé l'équipe TOFE à la compilation du TOFE couvrant l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour 2020.

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES **DU 30 AOUT AU 10 SEPTEMBRE 2021**

Objectif spécifique : Appui à la production des comptes nationaux annuels et revue des méthodologies utilisées dans les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux

Résultats : La mission a appuyé l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) dans la revue des données sources et les méthodologies utilisées dans les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux.

BEAC

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE **DU 6 AU 17 SEPTEMBRE 2021**

Objectif spécifique : Amélioration de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC

Résultats : AFRITAC Centre a aidé la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et les six Trésors Publics des pays membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à trouver un consensus sur le choix et la répartition des jours d'émission de la semaine. Le consensus obtenu devrait contribuer à réduire la congestion des émissions qui est observée actuellement sur le marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC. Les nouveaux jours d'émission et les jours d'adjudication attribués à chaque Trésor Public devraient entrer en vigueur en 2022.

Le Centre a également aidé à formaliser le Cadre régional de concertation entre les Trésors Publics de la CEMAC endossé par les Trésors publics et la BEAC. Le Cadre devrait permettre d'améliorer la communication entre les Trésors Publics et servir de forum de discussion pour l'harmonisation des pratiques d'émission et de partage d'expérience en matière de préparation et de mise en œuvre des programmes d'émission des valeurs du Trésor. La première réunion du Cadre est prévue au premier trimestre 2022.

CEMAC

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES DU 01 AOUT AU 31 OCTOBRE 2021

Objectif spécifique : Renforcement de la transposition et de l'implémentation des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques dans les Etats membres

Résultats : AFC a participé, de concert avec le département des finances publiques du FMI et la Banque mondiale, à l'élaboration du guide régional sur le bilan d'ouverture, du guide régional sur le contrôle interne comptable et du guide inter régional sur la gestion de la trésorerie en contexte

de CUT (Compte Unique du Trésor) à la Banque centrale. A ce titre, AFC a pris une part active aux ateliers de validation de ces guides, organisés sous l'égide de la Commission de la CEMAC. En outre, AFC poursuit son appui à l'élaboration d'autres guides, notamment le guide régional sur la déconcentration de l'ordonnancement et la délocalisation du contrôle financier, le guide sur l'élaboration du rapport sur les risques budgétaires et le guide sur le reporting budgétaire en situation de crise majeure telle que la pandémie de COVID-19.

PROCHAINES DATES A RETENIR

ACTIVITES

Compte tenu de la crise sanitaire mondiale du COVID-19 et des restrictions de déplacement actuellement en vigueur dans les pays, les activités d'assistance technique prévues par le Centre durant le troisième trimestre de l'année fiscale 2022 (de novembre 2021 à janvier 2022) se dérouleront essentiellement à distance.

Domaine	Pays / Institution	Activité	Dates
Administration douanière	CEMAC	Modernisation et harmonisation des exigences en matière de déclaration en douane suivant le code des douanes de la CEMAC	22/11 au 03/12/2021
Administration fiscale	Régional	Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	15 au 26/11/2021
Budget	Burundi	Appui au processus de budgétisation en mode programme	05 au 18/01/2022
	Congo	Appui à l'actualisation de la stratégie et du plan d'action de réforme de la gestion des finances publiques (mission conjointe avec le siège du FMI)	02 au 19/11/2021
	Gabon	Appui à la supervision des entreprises publiques (mission conjointe avec le siège)	A confirmer
	RDC	Appui à l'élaboration du plan d'action de la réforme de la gestion des finances publiques (mission conjointe avec le siège du FMI)	29/11 au 15/12/2021
	Sao Tomé-et-Principe	Appui à l'élaboration des plans d'engagement dans le système d'information budgétaire (mission conjointe avec le siège du FMI)	A confirmer
	Tchad	Supervision des entreprises publiques et des autorités administratives indépendantes	23/11 au 06/12/2021

Domaine	Pays / Institution	Activité	Dates
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Mission conjointe avec le département des finances publiques	A confirmer
	Gabon	Assistance sur (i) le contrôle interne comptable de l'Etat - Elaboration de trois instructions générales comptables sur la dette financière, les provisions pour risques et charges et les engagements hors bilan ; (ii) Elaboration d'un guide sur le fonctionnement des comptes	15 au 26/11/2021
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	RCA	Formation sur la programmation et les politiques financières (conjointement avec le département de développement des capacités)	26/11/2021 au 28/02/2022
	Congo	Appui à l'actualisation de la stratégie et du plan d'action de réforme de la GFP (mission conjointe avec le siège)	02 au 19/11/2021
	Régional	Cours régional sur les modèles Nowcasting (conjointement avec le département de développement des capacités)	A confirmer
	Régional	Atelier régional sur les modèles FARI (Conjointement avec le département des finances publiques)	A confirmer
	Régional	Séminaire sur la conjoncture économique au second semestre 2021 et les prévisions à court terme 2021-2022 (conjointement avec AFRISTAT et CEMAC)	09 au 12/11/2021
	Tchad	Mission de suivi sur les projections de la dynamique de la dette (conjointement avec le département de développement des capacités)	29/11 au 03/12/2021
	Tchad	Révision de la stratégie de réformes des finances publiques du Tchad (mission conjointe avec le département des finances publiques)	22/11 au 03/12/2021
	Tchad	Appui aux prévisions des recettes	A confirmer
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Appui à la production des Statistiques des Finances Publiques	15 au 26/11/2021
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Appui aux travaux préparatoires d'une nouvelle année de base des comptes nationaux conformes au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)	15/11 au 01/12/2021
	Gabon	Appui aux travaux de mise en place de la série complète des CNA 2001 – 2019	15/11 au 01/12/2021
Gestion de la dette publique	Cameroun	Diversification de la base des investisseurs du marché des valeurs du Trésor	8 au 19/11/2021
	Congo	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme	6 au 17/12/2021
	Tchad	Élaboration et mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics	10 au 21/01/2022
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Analyse des écarts avec les normes de Bale, élaboration d'une feuille de route et formation	13/12/2021 au 04/02/2022

Domaine	Pays / Institution	Activité	Dates
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Développement du cadre d'évaluation interne de l'adéquation du capital et exigences prudentielles en matière de stress testing	31/01 au 25/03/2022
	CEMAC/COBAC	Développement du Liquidity Coverage Ratio	31/01 au 25/03/2022
	CEMAC/COBAC	Développement de la méthodologie du contrôle sur place du risque de marché	31/01 au 25/03/2022
	Régional	Webinaire régional : Régulation et supervision du risque de liquidité et du risque de financement selon l'approche basée sur les risques	15 au 21/12/2021

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands